



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 39 – Edition du 6 juillet 2023

1
2

Brèves à dimension régionale

- Une deuxième interconnexion électrique entre la Grèce et la Bulgarie a été établie
- Lancement d'un processus d'évaluation de la demande afin d'augmenter la capacité technique du gazoduc IGB entre la Grèce et la Bulgarie

Bulgarie

- Excédent budgétaire de 0,1 % du PIB au premier semestre 2023
- L'entrée dans la zone euro et Schengen est essentielle pour accélérer la croissance, selon le ministre des Finances
- Hausse annuelle de 15,1% des dépenses des employeurs par heure travaillée au premier trimestre 2023
- Autorisation de l'acquisition par Vivacom de fournisseurs locaux d'accès à Internet et de télévision

Chypre

- Le Conseil des Ministres a décidé de ne pas renouveler la remise carburant à la pompe
- Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 315,1 M€ sur la période janvier-mai 2023
- Les données de la Banque Centrale font état d'une progression des dépôts nets de +164,8 M€ en mai
- Rémunération mensuelle brute moyenne des salariés à 2 217 € au T1 2023
- Hausse annuelle de 33,3% de la fréquentation touristique au cours du mois de mai
- L'UE cofinancera à hauteur de 33 M€ les travaux du périphérique reliant le Sud de Nicosie à Limassol

Grèce

- Le taux de chômage recule en mai dernier à 10,8%
- La Banque de Grèce prévoit une croissance du PIB de 2,2% cette année
- L'indice de la confiance économique enregistre une hausse en Grèce
- Hausse de 28,4% du trafic aérien au cours des 5 cinq premiers mois de l'année
- Baisse des redevances aéroportuaires sur les mois hors-saison annoncée par Fraport
- L'aide au paiement des factures d'électricité pour le mois de juillet s'élèvera à 15€/MWh
- Prolongement du panier anti-inflation jusqu'au 31 décembre 2023

Roumanie

- L'indice des prix à la production industrielle (IPPI) continue de reculer en mai
- Le taux de chômage atteint 5,5 % en mai
- Les prix à la consommation des ménages roumains sont les plus faibles d'Europe en 2022
- La Roumanie bénéficie d'un prêt de 591,9 M EUR de la Banque Mondiale
- Le marché automobile roumain a été dynamique au premier semestre

LE CHIFFRE A RETENIR :

1 400 MW – 1 700 MW

La capacité d'échange (1 400 MW vers la Bulgarie et 1 700 MW vers la Grèce) permise par l'établissement d'une 2^{ème} interconnexion électrique entre les deux pays

Brèves à dimension régionale

Une deuxième interconnexion électrique entre la Grèce et la Bulgarie a été établie, consolidant ainsi la capacité d'échange entre les deux pays de 500 MW actuellement, à 1400 MW vers la Bulgarie et à 1700 MW vers la Grèce, selon un [communiqué publié par le gestionnaire grec du réseau de transport d'électricité ADMIE](#). Les gestionnaires grec et bulgare (ESO EAD) ont mis en service cette nouvelle interconnexion internationale à très haute tension de 400 kV. Il s'agit de la deuxième ligne de transport reliant les deux pays, ce qui accroît considérablement les possibilités d'échanges d'énergie entre les systèmes voisins des deux pays, renforçant ainsi le potentiel d'échanges transfrontaliers et la sécurité énergétique en Europe du Sud-Est et dans la péninsule balkanique, selon le communiqué. La longueur de l'interconnexion internationale, qui part de la sous-station de Nea Sanda au Nord de la Grèce et se termine à la sous-station de Maritsa East en Bulgarie, est de 151 km, dont 29 km sur le territoire grec. Cette deuxième interconnexion entre la Grèce et la Bulgarie est incluse dans le Plan de développement des réseaux de l'ENTSO-E, ainsi que dans la liste des projets d'intérêt commun de l'Union européenne (PCI). Parallèlement, la nouvelle interconnexion devrait permettre le développement de nouvelles installations renouvelables au Nord de la Grèce et d'augmenter la capacité d'exportation de la Grèce.

Lancement d'un processus d'évaluation de la demande afin d'augmenter la capacité technique du gazoduc entre la Grèce et la Bulgarie IGB. Le 3 juillet 2023, l'opérateur ICGB, responsable de la gestion et de l'exploitation commerciale du gazoduc IGB [a lancé](#) une procédure obligatoire pour évaluer la demande du marché de capacités supplémentaires en vertu du règlement (UE) 2017/459 (NC CAM). Le processus est divisé en deux phases principales, une phase non contraignante et une contraignante, et dure environ deux ans. Il sera mis en œuvre en étroite collaboration avec les opérateurs des réseaux de transport voisins Bulgartransgaz (Bulgarie), DESFA (Grèce) et le Trans-Adriatic Gas Pipeline (TAP). La procédure examinera s'il existe un intérêt du marché permettant de justifier l'augmentation de la capacité technique de l'interconnexion Grèce-Bulgarie. Le gazoduc fonctionne actuellement avec une capacité de 3 Mds m³ par an pouvant atteindre plus de 5 m³ par an en fonction de l'intérêt du marché.

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Excédent budgétaire de 0,1 % du PIB au premier semestre 2023. Le ministère des Finances s'attend à [un excédent](#) budgétaire de 0,2 Md BGN à la fin du premier semestre 2023, soit 0,1 % du PIB, contre un déficit de 0,6 % du PIB un mois plus tôt. L'amélioration du solde budgétaire en juin est principalement due à la hausse des recettes liée à la date limite (30 juin) de soumission de déclaration d'impôts pour 2022 et au paiement de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les dépenses, etc.

Les recettes s'élèvent à 31,3 Mds BGN, soit une hausse annuelle de 10,8 %. Les recettes fiscales augmentent de 10,7 % en g.a. et les recettes non fiscales de 19,9 % en g.a., tandis que les subventions au titre des programmes et fonds européens ont diminué de 200 M BGN environ. Le ministère des Finances note que les impôts indirects restent à des niveaux proches de ceux du premier semestre 2022, principalement en raison de la baisse des recettes de TVA à l'importation et des recettes

douanières. L'un des facteurs en est la baisse du prix du pétrole brut importé pour transformation, par rapport à la même période de l'année précédente.

Les dépenses s'élèvent à 31,1 Mds BGN, soit une augmentation annuelle de 14,9 %, principalement en raison de la hausse des dépenses consacrées aux retraites, des dépenses de personnel et en capital.

Par ailleurs, [le projet de budget 2023](#) devrait être déposée à l'AN début juillet 2023, adopté fin juillet et entrer en vigueur le 1^{er} août. Il a été élaboré sur la base d'un PIB de 184 486 M BGN, une croissance de 1,8 % et une inflation annuelle moyenne de 8,7 %. Le déficit prévu est de 3 % du PIB. Pour rappel, l'Etat fonctionne actuellement sur la base d'une loi de prolongation du budget 2022.

L'entrée dans la zone euro et dans Schengen est essentielle pour accélérer la croissance, selon le ministre des Finances. Le ministre des Finances Assen Vassilev a participé au Forum économique de Sofia le 27 juin dernier. [Selon Vassilev](#), afin d'atteindre une plus grande croissance économique et d'attirer des investissements, le pays devrait améliorer les infrastructures et la connectivité mais aussi renforcer l'État de droit. L'entrée de la Bulgarie dans la zone euro et Schengen facilitera ces processus et conduira à une productivité plus élevée. Le ministre a donné l'exemple de la frontière avec la Roumanie le long du Danube où il y a seulement deux ponts, ce qui est insuffisant pour le développement économique de la région. Selon le ministre, l'entrée dans Schengen faciliterait la construction de ponts. A l'heure actuelle, les entreprises perdent 1,5 Md BGN par an à cause des frais de transaction et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'entrée du pays dans la zone euro est importante, d'après Vassilev. Par ailleurs, **le ministre des Finances a annoncé que les autorités menaient des négociations avec la Commission européenne et la BCE sur la possibilité d'introduire l'euro dans le pays dès 2024 en tant que monnaie parallèle pour certaines transactions.**

Hausse annuelle de 15,1% des dépenses des employeurs par heure travaillée par les employés au premier trimestre 2023. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique, les dépenses totales des employeurs par heure travaillée par les employés ont augmenté de 15,1 % en g.a. au premier trimestre de cette année. Dans l'industrie, la hausse a été de 18,2 %, dans les services de 15,7 % et dans construction de 14,1%. Les rémunérations par heure travaillée ont augmenté de 15,7 % en g.a., et les autres coûts (hors ceux de rémunération) de 12,4 % en g.a. Par secteur économique, l'évolution des rémunérations par rapport à la même période de l'année précédente varie de 25,8 % en g.a. pour « Transports et entreposage » à 3,3 % en g.a. pour la « Santé humaine et action sociale ».

Enjeux sectoriels et thématiques

Autorisation par la Commission de protection de la concurrence de l'acquisition par Vivacom de fournisseurs locaux d'accès à Internet et de télévision. La Commission bulgare de protection de la concurrence (CPC) [a autorisé](#) l'opérateur de téléphonie mobile Vivacom à acquérir sept fournisseurs d'accès à Internet et de télévision en indiquant que cela ne conduirait pas à un abus de position dominante. La CPC a autorisé Vivacom, qui fait partie de la société de médias et de télécommunications axée sur l'Europe du Sud-Est, United Group, à acquérir le fournisseur Internet et de télévision Telnet et ses filiales Telnet Security et STV, ainsi que des fournisseurs régionaux, Networks-Bulgarie, TVN Distribution Bulgarie, Telco Infrastructures et On line Direct. Les concurrents de Vivacom, A1 et Yettel, ont exprimé leur inquiétude quant à la création potentielle d'un acteur dominant au détriment des consommateurs.

Chypre

Macroéconomie et finances

Le **Conseil des Ministres** a décidé de ne pas renouveler les mesures de subvention du prix du carburant à la pompe. Introduites en en mars 2022 puis renouvelées à de multiples reprises, ces mesures consistaient en une réduction subventionnée par le gouvernement des droits d'accise sur le carburant. L'arrêt de ce programme de subvention a été décidé en tentant compte de la réduction observée des prix des carburants à la pompe ces dernières semaines. Dans le même temps, et après discussion avec l'Association des propriétaires de station-service de l'île, le **Ministre des finances** a annoncé une série de mesures pour lutter contre la contrebande de pétrole en provenance du Nord. Parmi ces mesures figurent notamment le renforcement des contrôles aux points de passage entre partie occupée et Sud de l'île, ainsi que l'application de sanctions plus sévères. **En outre, le ministre a confirmé la prolongation des subventions sur les factures d'électricité.** Celles-ci seront néanmoins plus ciblées et concentrées sur les ménages vulnérables et les agriculteurs qui utilisent l'eau des stations de pompage pour leurs besoins. Cette prolongation durera jusqu'à la fin du mois de septembre 2023, pour un coût estimé à 2,5 M€.

Les comptes publics chypriotes affichent un **excédent de 315,1 M€** sur la période janvier-mai 2023, soit un solde de **+1,1% du PIB**. Le solde est en forte progression sur un an, où il affichait un surplus de 141,6 M€ (soit +0,5% du PIB). Les recettes publiques ont crû de +14,1% pour atteindre 4,64 Mds€, tirées par une hausse des taxes sur la production (+13,8% à 1,74 Md€, dont 1,19 Md€ de TVA) et sur les revenus (+20,5% à 1,06 Md€). Les dépenses progressent aussi significativement sur la période (+10,2% à 4,33 Mds€), du fait d'une hausse des prestations sociales (+8,7% à 1,75 Md€) et de la rémunération des employés (+10,5% à 1,33 Md€). Pour rappel, outre les salaires, cette dernière catégorie comprend les cotisations sociales payées par l'Etat ainsi que les pensions de retraites des fonctionnaires.

Les **données de la Banque Centrale** font état d'une progression des dépôts nets de **+164,8 M€ en mai**, après une contraction de **-173,3 M€ en avril**. Cette évolution, également positive en rythme annuel (+2,6%), provient essentiellement des déposants chypriotes (+250,5 M€), qui représentent plus de 84% du stock de dépôts bancaires à Chypre. La dynamique du crédit est également positive sur le mois de mai, avec +90,6 M€ de transactions nettes (-130,9 M€ en avril). En rythme annuel, les crédits bancaires se contractent néanmoins pour le sixième mois consécutif, enregistrant une chute de -1,3%, identique à celle d'avril. La contraction est marquée en ce qui concerne le financement des entreprises non-financières (-3,2% en g.a.), tandis que le crédit aux ménages suit une trajectoire expansionniste (+1,6% sur un an). Enfin, l'écart entre le stock de dépôts (51,96 Mds€) et de crédits (25,08 Mds€) octroyés par les institutions financières demeure stable.

Au cours du premier trimestre 2023, la **rémunération mensuelle brute moyenne** des salariés atteint **2 217 €, en hausse de +7,2% sur un an**. La rémunération des femmes demeure en moyenne inférieure à celle des hommes (2 016€ par mois contre 2 376€ pour les employés masculins). Corrigée des variations saisonnières, l'augmentation trimestrielle est de +2,5% pour l'ensemble des employés (2 289€).

Enjeux sectoriels et thématiques

Au cours du mois de mai, **420 076 touristes ont visité Chypre**, marquant une progression de **+33,3% sur un an**. Les principaux pays d'origine des touristes ont été le Royaume-Uni (36,6% des entrées), Israël (8,9%), la Pologne (7,3%), l'Allemagne (6,2%) et la Suède (5,2%). Sur les 5 premiers mois de l'année, les arrivées touristiques (1,16 M) sont en outre en hausse de 36,2% par rapport à 2022. **CYSTAT indique également que les recettes liées au tourisme ont atteint 217,6 M€ en avril 2023, en hausse de +17,6% sur un an**. La dépense moyenne par voyageur atteint 634,9€, en baisse de 0,7% sur un an, pour une durée de séjour de 7,9 jours en moyenne (contre 8,7 jours en avril 2022). Enfin, sur les quatre premiers mois de l'année, les recettes touristiques ont progressé de 29,7% pour atteindre 322 M€.

L'UE cofinancera à hauteur de 33 M€ une partie des travaux de l'autoroute périphérique reliant le Sud de Nicosie à Limassol. [Anoncé par la Commission Européenne](#), ce financement s'inscrit dans une enveloppe de 6,2 Mds€ dans le cadre de la Connecting Europe Facility (CEF), qui servira au cofinancement d'un total de 107 projets en Europe. Le projet chypriote concerne la phase C, section 1 de l'autoroute périphérique entre le Sud de Nicosie et Limassol, et devrait permettre la réduction du temps de trajet et des embouteillages entre les deux principales villes du pays. Les premières phases des travaux ont été lancées dès 2020, pour un coût du projet dans son ensemble estimé à l'origine à 350 M€. Près de 44 M€ ont déjà été apportés par la CEF en sus des 33 M€ récemment annoncés. En outre, **la Commission a également annoncé que Chypre participera, avec 22 autres Etats, à un projet supervisé par Eurocontrol pour l'amélioration de l'interopérabilité et de l'efficacité de la gestion du trafic aérien en Europe.** Ce dernier disposera d'une enveloppe de 71 M€.

Grèce

Macroéconomie et finances

En ce début de période estivale, le taux de chômage recule en mai 2023 à 10,8%, le taux le plus bas ces quatre dernières années, après 11,3% en avril 2023 et 12,7 % en mai 2022. Le taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans) enregistre une baisse notable (-12,3%) sur un an, pour s'établir en mai dernier à 20,4%. Le nombre d'employés s'est élevé à 4 186 179 personnes, soit une augmentation de 45 901 personnes par rapport à mai 2022 (1,1%) et de 22 512 personnes par rapport à avril 2023 (0,5%). Le nombre de chômeurs s'est élevé à 506 184 personnes, soit une baisse de 95 166 personnes par rapport à mai 2022 (-15,8%) et de 23 861 personnes par rapport à avril 2023 (-4,5%) ([ELSTAT](#)).

Dans son [rapport sur la politique monétaire](#), **la Banque de Grèce prévoit une croissance du PIB de 2,2% cette année**, de 3 % en 2024 et de 2,7 % en 2025, sous condition que la crise géopolitique se soit apaisée, que les prix de l'énergie aient baissé et que le resserrement de la politique monétaire de l'Eurosystème ait un impact négatif limité sur l'économie de la zone euro. Sur le front des réformes, le rapport recommande la poursuite des efforts visant à améliorer la compétitivité de l'économie grecque, tout en soulignant la nécessité de ramener l'inflation à l'objectif de 2 % et assurer la cohésion sociale. L'inflation devrait reculer à 4,3% cette année, contre 9,3% l'année dernière. Elle est anticipée à 3,8% en 2024 et à 2,3% en 2025, même si les produits alimentaires, les biens industriels hors énergie et les services devraient contribuer progressivement à sa dynamique. Le rapport souligne également la nécessité d'une réduction du déficit de la balance courante du pays (2,4Mds€ en mars 2023). Au

sujet de la politique budgétaire, la banque centrale estime qu'une politique prudente devrait se poursuivre avec la réalisation d'excédents primaires dans les années à venir, contribuant ainsi à la décélération de la dette publique, qui en 2022 a atteint 171,3 % du PIB, la plus élevée des pays de l'UE.

En juin 2023, l'indice de la confiance économique (ESI) enregistre une hausse en Grèce passant de 108,2 points en mai à 110,1 points en juin. Au niveau européen, l'ESI continue de reculer dans l'ensemble de l'UE (-1,1 point à 94,0) comme dans la zone euro (-1,1 point à 95,3), selon les résultats de l'enquête mensuelle d'[Eurostat](#). La hausse de l'indice en Grèce est due au renforcement de la confiance dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception de la construction. Plus précisément, la confiance dans l'industrie est passée de 1 point en mai à 4,3 points, dans les services de 34,3 points à 36,6 points et dans le commerce de détail de 14,6 points à 20,5 points. La confiance dans le secteur de la construction est passée de 8,7 points à -7,3 points, tandis que la confiance des consommateurs s'est améliorée, passant de -34,5 points à -31 points.

Enjeux sectoriels et thématiques

Au cours des 5 cinq premiers mois de l'année, le trafic aérien en Grèce enregistre une hausse de 28,4% par rapport à 2022 et de 10,8% par rapport à 2019. D'après [l'autorité hellénique de l'aviation civile \(HCAA\)](#), l'aéroport d'Athènes, les 24 aéroports gérés par HCAA ainsi que les 14 aéroports régionaux gérés par Fraport ont enregistré un total de 18,06 M de passagers sur la période, contre 14,07 M en janvier-mai 2022 et 16,3 M en janvier-mai 2019. Sur ces 5 premiers mois, un total de 154 685 vols ont été enregistrés dans les aéroports grecs, en hausse +7,1% par rapport à 2022 et +4,8% par rapport à 2019. L'aéroport international d'Athènes demeure le premier lieu de transit pour les voyageurs en Grèce, avec 9,15 M de passagers (+39,9% sur un an), suivi par Thessalonique (2,34 M). Les 14 aéroports régionaux gérés par Fraport enregistrent de leur côté une hausse de 19,5% du trafic aérien (6,7 M de passagers). Enfin, sur le seul mois de mai, le trafic de voyageurs enregistre une augmentation annuelle de +14,6% pour atteindre 6,84 M de passagers, tandis que la hausse est de +16,6% par rapport à 2019.

L'opérateur Fraport, qui gère 14 aéroports régionaux en Grèce, a annoncé une baisse à venir des redevances aéroportuaires sur les mois hors-saison. Les subventions mises en place iront de 25 à 50% selon les aéroports, et seront effectives au cours des mois d'octobre et novembre 2023, ainsi que mars et avril 2024. Suivant l'objectif de Fraport (et, indépendamment, celui du gouvernement grec) d'allongement de la saison touristique, ces incitations visent l'établissement de liaisons aériennes plus tôt dans l'année et leur prolongement au-delà de la pleine saison. Pour rappel, l'opérateur gère les aéroports continentaux de Thessalonique, Aktione et Kavala ainsi que 11 aéroports situés sur des îles grecques (Chania, Kefalonia, Kos, Mykonos, Lesbos, Rhodes, Samos, Santorini, Skiathos et Zakyntos).

L'aide, accordée l'ensemble des ménages et entreprises sans critère de revenu, au paiement des factures d'électricité pour le mois de juillet s'élèvera à 15€/MWh (soit à 0,015€/Kwh), selon un communiqué du [Ministère de l'Environnement et de l'Énergie](#). Le coût total des aides pour le mois en question s'élèvera à 24M€, selon le communiqué.

La Grèce prolonge le panier anti-inflation de la grande distribution (« panier du ménage ») jusqu'au 31 décembre 2023, selon un [communiqué du Ministère du Développement](#). Le communiqué souligne également le prolongement jusqu'à la même date de la mesure fixant un plafond sur les bénéfices des entreprises commerciales au titre des ventes sur certains produits de base.

Roumanie

Macroéconomie et finances

L'indice des prix à la production industrielle (IPPI) continue de reculer en mai, pour le quatrième mois consécutif. L'IPPI a en effet diminué de **-2,1 %** par rapport au mois d'avril, porté par la forte baisse des prix à la production de l'industrie énergétique (-5,5 %). Ce recul se répercute partiellement sur le prix à la production des biens manufacturés (-0,8 %). En glissement annuel, les prix à la production industrielle ont progressé de +7,7 %, portée par le marché domestique (+11,5 %). Au contraire, l'IPPI sur le marché non-domestique a légèrement reculé (-0,5 %) au cours des 12 derniers mois.

Le taux de chômage atteint 5,5 % en mai, en légère baisse par rapport au mois d'avril. Le pays compte ainsi **447 500 chômeurs**, soit 13 600 de moins qu'au cours du mois précédant. Le taux de chômage des jeunes, qui atteignait 21,7 % au premier trimestre, reste structurellement élevé. Par ailleurs, le chômage des hommes (5,9 %) demeure nettement supérieur à celui des femmes (5,0 %). Enfin, le taux de chômage des 25-74 ans a diminué de -0,2 pp, en glissement mensuel, à 4,4 %. Comme en 2022, le marché de l'emploi fait preuve d'une forte résilience depuis le début de l'année, malgré le ralentissement de la croissance. Cette dynamique s'accompagne d'importantes difficultés de recrutement pour les entreprises et favorise les rapides hausses de salaires observées.

Les prix à la consommation des ménages roumains sont les plus faibles d'Europe en 2022, en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA). Le prix à la consommation finale roumain est ainsi inférieur de **-42 %** à la moyenne européenne. De plus, malgré les tensions inflationnistes observées l'an dernier, le pays dispose des prix les plus faibles de l'espace communautaire pour les aliments et boissons non-alcoolisés (-28 % par rapport à la moyenne de l'UE) ainsi que pour les meubles, équipements ménagers et d'entretien de la maison (-30 %). En parallèle, le PIB par habitant de la Roumanie, également exprimé en PPA, a atteint 77 % de la moyenne européenne en 2022 et se classe au 22^{ème} rang de l'UE.

Enjeux sectoriels et thématiques

La Roumanie bénéficie d'un prêt de 591,9 M EUR de la Banque Mondiale afin de soutenir sa politique de développement et de croissance verte et inclusive. Ce prêt fait suite à un premier prêt de 622,2 M€ validé par l'institution financière en juin 2022. Ces prêts sont destinés à soutenir le décaissement du Plan National de Reprise et de Résilience (PNRR), notamment en accroissant la capacité de financement par fonds propres des projets co-portés par les fonds européens. Cet emprunt doit également soutenir les politiques de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'inclusion conduite par le gouvernement, à l'image du programme de Revenu Minimum d'Inclusion, qui doit être largement modifié à partir du 1^{er} janvier 2024.

Le marché automobile roumain a été dynamique au premier semestre, avec 58 712 immatriculations de véhicules neufs, soit une hausse de **+25,4 %** en glissement annuel. Le secteur profite toujours d'un effet de rattrapage, alors que les délais de livraison s'étaient allongés au premier semestre 2022 en raison des difficultés d'approvisionnement rencontrées par les constructeurs. De plus, le salaire réel roumain a recommencé à croître ces derniers mois, préservant le pouvoir d'achat des ménages malgré le ralentissement de l'économie. Le dynamisme du marché du neuf s'accompagne d'un recul du

segment de l'occasion, dont les ventes ont diminué de -21,2 %. Avec une part de marché de 41,9 %, Dacia reste largement *leader* du marché, devant Renault (9,6 %) et Toyota (8,6 %).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtrésor.gouv.fr